

## ◀ Sélection à l'entrée de l'Université ▶

# Les mensonges de Parcoursup

Le 15 janvier 2018, la nouvelle plateforme d'orientation post-bac, Parcoursup a ouvert. SUD éducation Alsace tient à alerter les salarié-e-s de l'éducation et de l'enseignement supérieur, les étudiant-e-s, les élèves et leurs parents, sur les dangers de la réforme qui se cache derrière Parcoursup. En effet, Parcoursup ne règlera en rien les injustices de la plateforme Admission post-bac (APB) tant décriée. Au contraire, elle ne fera que les aggraver.

- Le gouvernement vante les mérites de Parcoursup par rapport à APB, sous prétexte que tous les dossiers des candidat-e-s seraient examinés de façon qualitative par les établissements d'enseignement supérieur. **C'est faux !** Puisque dans le même temps le gouvernement promet aux universités la mise en place d'algorithmes locaux pour trier automatiquement les dossiers en fonction des notes. Il est en effet impossible de classer autrement en quelques semaines les milliers de dossiers qui parviendront à chaque formation. **Parcoursup, ce sont des APB locaux, aux critères opaques, à la place d'APB.**
- Le gouvernement assure aux élèves et à leurs familles qu'il existera des formations non-sélectives sur Parcoursup. **C'est faux !** Avec la loi relative « à l'orientation et à la réussite des étudiants » qui accompagne Parcoursup, bien qu'elle ne soit pas encore adoptée par le parlement, les universités pourront sélectionner en priorité les meilleurs élèves, puis refuser les autres candidat-e-s une fois leurs capacités d'accueil atteintes. **Parcoursup, c'est APB, avec en plus la sélection à l'entrée de l'université.**
- Le gouvernement défend la définition d'attendus pour chaque filière d'enseignement supérieur, conditions supposément requises pour y réussir, en expliquant que les élèves de terminale pourront faire leurs vœux sur Parcoursup en connaissance de cause. **C'est faux !** Face à la résistance d'un nombre croissant d'universités et de composantes qui boycottent la remontée de ces attendus, et que SUD éducation soutient, le gouvernement vient de repousser au 6 mars la date limite pour les publier. Les attendus, s'ils existent, ne seront donc connus des élèves qu'une semaine avant la date de clôture des vœux sur Parcoursup, fixée au 13 mars. **Parcoursup, c'est APB, la transparence sur les critères d'admission en moins.**
- Parcoursup est supposé résoudre les difficultés soi-disant techniques d'APB, qui en 2017 avait laissé sans affectation pendant des mois des dizaines de milliers de bachelier-e-s. **C'est faux !** En mettant fin à la hiérarchisation des vœux, Parcoursup s'apprête à créer d'interminables listes d'attente, génératrices d'anxiété pour les élèves et leurs familles. **Parcoursup, c'est APB, avec davantage de délais et surtout de laissé-e-s pour compte.**

Pour SUD éducation, le seul moyen d'accueillir dans de bonnes conditions tous les étudiant-e-s qui souhaitent poursuivre des études supérieures, c'est d'investir massivement dans l'éducation. En cette année universitaire, le l'Université de Strasbourg accueille 3 000 étudiant.e.s de plus que l'année précédente pour seulement 2 enseignant.e.s chercheur.se.s supplémentaire. Un tel déficit en personnel (enseignant ou administratif) ne sera pas comblé à la rentrée prochaine. **Nous revendiquons :**

- Le retrait sans conditions du Plan Étudiants et du projet de loi relatif « à l'orientation et à la réussite des étudiants ».
- Un plan d'urgence pour l'enseignement supérieur et la recherche, financé à hauteur de 3 milliards d'euros par an sur dix ans, permettant la construction d'établissements et l'embauche de 5 000 personnels titulaires par an.

SUD éducation Alsace appelle les salarié-e-s de l'éducation et de l'enseignement supérieur à se mettre en **grève** et **manifeste** le 1er février, pour construire dans l'unité, avec les étudiant-e-s, les élèves et leurs parents, un mouvement de résistance d'ampleur à l'instauration de la sélection à l'entrée de l'université, elle appelle les collègues des universités à ne pas appliquer cette sélection.

## Manifestation le 1er février à 14h au départ du Wacken à Strasbourg

A l'appel de : FCPE 67, CGT Educ'Action, SNTRS-CGT, SES-CGT, SN-FO-LC, SNPRES-FO, SupAutonome-FO, SNETAA-FO, SNEP-FSU, SNES-FSU, SNESup-FSU, SNUEP-FSU, SUD Éducation, Solidaires Étudiant.e.s

## ◀ Lycée, bac, sélection à l'université ▶

# Mobilisation nationale le 1<sup>er</sup> février

### *Vers un lycée à la carte*

Le rapport Mathiot préconise d'en finir avec les filières pour instaurer un lycée semestrialisé et modulaire avec 9 parcours de majeures. Sous couvert d'une liberté de choix, ce qui est imposée c'est l'orientation précoce dès la 2<sup>nd</sup>e, l'accentuation du déterminisme social et des inégalités territoriales, la fin de la notion d'équipe pédagogique puisque le groupe classe disparaît.

### *Casse du bac national*

Le bac réformé ne comportera plus que 4 épreuves terminales, ce qui l'oriente vers un diplôme « maison » dépendant de l'établissement, cassant ainsi sa valeur nationale. Avec le contrôle continu, l'évaluation des élèves deviendra de plus en plus source de tension avec les élèves et leurs familles et il sera beaucoup plus difficile de la faire correspondre à des enjeux formatifs et pédagogiques.

### *Sélection à l'entrée de l'Université*

Dès cette année, le bac ne sera plus suffisant pour accéder à l'université. Lettres de recommandations, engagements associatifs (et pourquoi pas relevé de compte bancaire des parents ?) seront demandés par les Universités. Organiser la pénurie pour instaurer la sélection : c'est le sale coup de ce gouvernement. Lycée modulaire + bac local + sélection : l'université ne comptera même plus les 11 % d'enfants d'ouvriers/ères qui y étudient actuellement.

### *Défendre une éducation égalitaire*

**SUD éducation appelle à construire la riposte dès maintenant.**

Les fédérations syndicales **FERC-CGT, FNEC-FP FO, FSU, SGL, SUD éducation, Solidaires étudiant-e-s, Unef, UNL, UNL-SD** appellent les **lycéen.nes, les étudiant.es, les personnels des universités et des lycées** à se mobiliser le jeudi 1<sup>er</sup> février 2018, à se réunir, dès maintenant, en assemblée générale pour débattre des réformes, à se mobiliser sous toutes les formes décidées collectivement, y compris par la **grève le jeudi 1<sup>er</sup> février**, dans les **universités et les lycées**.